

Jeudi 30 novembre 2006
Décision rendue par le Conseil constitutionnel validant la loi sur l'énergie et rendant désormais possible la privatisation de Gaz de France

Le Gouvernement se félicite de la décision rendue ce jour par le Conseil constitutionnel qui valide la loi sur l'énergie et rend désormais possible la privatisation de Gaz de France.

Il souligne tout particulièrement la validation au regard du droit communautaire du maintien des tarifs réglementés pour la fourniture du gaz et de l'électricité aux clients particuliers.

Il se félicite que Gaz de France puisse désormais poursuivre sans attendre le déroulement de son projet d'entreprise en intégrant naturellement la décision du Conseil constitutionnel dans la définition des modalités techniques de son exécution.

Gaz de France dispose donc maintenant, à armes égales avec ses concurrents, de la capacité de faire face au mouvement général de concentration dans le secteur énergétique en Europe et dans le monde.

Contacts presse :
Cabinet de Thierry BRETON : 01 53 18 41 35